

Sécurité sociale : la réforme impossible

La France est un pays incorrigible : il est impossible d'y débattre. De rien. Et surtout pas des réformes nécessaires.

Le dernier exemple nous est fourni par le « scandale » de la proposition de réforme des remboursements de médicaments nécessités au long cours par les maladies au long cours. Un dirigeant de la sécurité sociale vient expliquer la réflexion qui est la sienne : les maladies de longues durées coutent de plus en plus cher et sont responsable de l'essentiel e la dérive des dépenses. Impossible donc de revenir à un équilibre des comptes sans revoir les politiques actuelles.

Il distingue deux types d'affections : les affections graves qui utilisent des médications lourdes dont il faut absolument maintenir la couverture à 100%. Les affections moins graves pour lesquelles ils existent des médicaments plus légers et moins chers mais qui concernent des cohortes très nombreuses (près de 4 millions de personnes).

Il suggère alors qu'on arbitre en faveur des médications lourdes en réduisant à 35% le remboursement par la SS sachant que les mutuelles pourraient couvrir les médicaments de moindre importance. Il fait sa proposition dans le cadre d'un colloque et il semble utile que des débats puissent avoir lieu sur des sujets de ce genre.

D'autant plus que sa suggestion est plus que raisonnable : elle s'inscrit dans un mouvement de pensée qui dit que les « consommations » ne doivent pas être assurées et seulement les traitements et notamment les plus lourds. La gratuité des consommations conduit à un niveau de dépenses insupportable. Donnons un exemple : un diabétique léger va se voir prescrire deux comprimés par jour de Metformine faiblement dosée. Ce n'est pas une molécule chère.

En même temps il doit réduire ses aliments gras et sucrés. Globalement entre médicaments et aliments, le budget est pratiquement le même. Pourquoi ne pas réduire le support de la nation à une part de 35% sur le médicament ?

Le débat est légitime. Va-t-il s'ouvrir ? Non ! Tous les media se mettent à rugir le même message : le gouvernement a l'intention de ne plus rembourser les médicaments des maladies longues comme le cancer et le sida ! On tend les micros aux Ministres qui répondent tous : de quoi s'agit-il ? Puis « Il n'y a pas de projet en ce sens ». Les députés fulminent. A gauche, le même prêchi prêcha inlassable ressort à nouveau : la droite s'attaque aux pauvres et malades en plus. Ils sont rejoints par des députés de la majorité : il est scandaleux qu'une mesure pareille puisse être prise dans notre dos !

Le tohu-bohu augmente excellent pour l'audience des émissions polémiques de la TNT. Le gouvernement souligne que jamais une telle décision sera prise par ses soins. Le silence retombe. Il a été impossible de débattre d'une mesure sans doute raisonnable et même nécessaire.

On se rappelle l'épisode des taxis qui bloquèrent Paris à la suite de la publication d'un simple rapport de M. Attali suggérant qu'on augmente le nombre de taxis à Paris, notoirement plus faible que dans les autres capitales.

Quand et où peuvent se débattre les questions cruciales qui conditionnent notre avenir si une suggestion faite dans un congrès est critiquée comme un Oukase gouvernementale et entraîne un collapsus politique immédiat ?